

M. Aiken: Je pourrais peut-être la répéter.

J'espère que le premier ministre va lire le discours prononcé par le ministre des Pêches et des Forêts à Langley, en Colombie Britannique, où il a proposé l'établissement de normes nationales concernant nos ressources en eau, l'institution d'un conseil national d'étude du milieu et l'unification des services de contrôle de la pollution. Je voudrais savoir si le ministre exposait alors la politique du gouvernement.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Il me faudrait examiner le discours avant de pouvoir répondre de façon catégorique. Quelques-uns des éléments mentionnés par le député font partie, bien entendu, de la politique ministérielle, par exemple, les normes concernant les ressources en eau, mais ce n'est pas le cas de certains autres.

M. Aiken: Une question supplémentaire au ministre des Pêches et des Forêts. A-t-il consulté le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources avant de prononcer ce discours?

M. l'Orateur: A l'ordre. La question ne me paraît pas recevable.

L'HABITATION

L'OCTROI D'HYPOTHÈQUES POUR LA CONSTRUCTION DE MAISONS

M. A. D. Alkenbrack (Frontenac-Lennox et Addington): Ma question s'adresse au député désigné sur le tableau de présence comme le ministre d'État chargé de l'habitation, définition étrange mais peut-être véridique. Il s'agit des demandes infructueuses de gens désireux de recourir aux services de la Société centrale d'hypothèques et de logement pour se faire bâtir une maison. Quand les fonds hypothécaires destinés à la construction de logements familiaux deviendront-ils accessibles? Ils ne le sont pas à l'heure actuelle.

L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État): Il me faudrait des renseignements plus précis sur la région qui intéresse le député pour pouvoir lui indiquer les circonstances où ce genre de situation ne se produirait peut-être pas. La question est de caractère très général. Il y a un problème à résoudre dans son cas, j'en suis sûr, et je serais heureux d'en connaître la nature, mais il me faudrait des précisions.

LA CONFÉRENCE AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES—LA QUESTION DES FONDS HYPOTHÉCAIRES

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Ma question a, elle aussi, trait à la conférence du ministre avec des institutions financières. Le ministre a-t-il informé les représentants de ces institutions que le gouvernement rejetait l'idée d'une mesure législative tendant à améliorer la situation et à permettre le recours aux sociétés de construction comme source de fonds supplémentaires pour l'habitation?

L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État): Non, monsieur l'Orateur, lorsque je me suis entretenu de la question avec les institutions prêteuses je ne leur ai pas dit qu'on avait rejeté ces possibilités.

M. Alexander: Vu le fait, si je comprends bien, que les mises en chantier au cours des huit premiers mois de l'année ont baissé d'environ le tiers, et qu'elles ne se chiffreront à la fin de l'année qu'à environ 175,000, soit une diminution de 15 p. 100 comparativement à l'an dernier, le ministre dirait-il à la Chambre et à la nation quelles mesures il compte recommander et appuyer en vue de produire plus d'argent pour le logement?

M. l'Orateur: A l'ordre. A mon avis le député invite le ministre à faire une déclaration du genre qu'on fait habituellement à l'appel des motions.

M. Alexander: Je vous remercie beaucoup, monsieur l'Orateur.

LES CÉRÉALES

LE BLÉ—L'IMPORTANCE DES VENTES FERMES

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Ma question s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration qui est aussi responsable de la Commission du blé. Compte tenu de la déclaration optimiste du ministre selon laquelle on vendra vraisemblablement au cours de l'année au-delà de 700 millions de boisseaux de céréales, le ministre peut-il dire à la Chambre l'importance des ventes fermes de blé à l'heure actuelle?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): La pratique veut qu'on ne révèle pas l'importance précise des ventes à tel ou tel moment donné; ce